

Questions orales

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Travaux publics): Madame le Président, je ne suis pas très au courant de l'affaire dont parle le député. Néanmoins, je peux lui dire que je suis le premier à vouloir protéger les droits des travailleurs. Je vais me renseigner et essayer de lui donner une réponse plus précise demain.

* * *

LES PENSIONS**LA SITUATION DES PENSIONNÉS DE LA GRANDE-BRETAGNE VIVANT AU CANADA**

M. Neil Young (Beaches): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Vendredi dernier, j'ai demandé au premier ministre si, au cours des entretiens qu'il a eus hier et aujourd'hui avec M^{me} Thatcher, il avait l'intention de soulever la question des 40,000 personnes résidant au Canada qui reçoivent des pensions britanniques pour savoir si ces pensions seraient indexées au coût de la vie. Je lui ai également demandé s'il allait exhorter le premier ministre de Grande-Bretagne à conclure avec le Canada une entente réciproque sur la sécurité. Le ministre peut-il nous dire si le premier ministre a effectivement soulevé cette question et quel a été le résultat de ces entretiens?

● (1450)

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Madame le Président, dès que le premier ministre sera de retour à Ottawa, je lui poserai la question et je vous répondrai.

* * *

LES AFFAIRES CULTURELLES**ON DEMANDE POURQUOI LE MINISTRE A REFUSÉ DE RENCONTRER SES HOMOLOGUES PROVINCIAUX**

L'hon. David Crombie (Rosedale): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Communications, s'il veut bien reprendre son siège. Comme le ministre le sait peut-être, il y a deux semaines, à Saint-Jean (T.-N.), le président du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, le CRTC, a critiqué ce qu'il a appelé le manque de cohésion dans l'élaboration d'une politique des télécommunications au Canada, et il a ajouté que «les conflits de juridiction font hésiter les investisseurs et risquent d'étouffer l'innovation et le développement technologique au Canada».

Comme le ministre en est directement responsable, j'aimerais lui demander pourquoi il a refusé l'invitation de ses homologues provinciaux de s'entretenir avec lui à Saint-Jean demain?

L'hon. Francis Fox (ministre des Communications): Madame le Président, le député mêle deux choses: deux groupes de ministres s'intéressent au domaine dont je suis chargé, soit les ministres des Communications et les ministres responsables de la culture et des ressources historiques. La réunion à

laquelle il fait allusion est celle des ministres responsables de la culture et des ressources historiques.

L'INVITATION FAITE AU MINISTRE

L'hon. David Crombie (Rosedale): Madame le Président, ce n'est pas moi qui s'embrouille mais le ministre. Voici onze objets de correspondance venant des ministres qui sont actuellement réunis à Saint-Jean, Terre-Neuve. Ces invitations lui ont été lancées il y a sept mois. Ses collègues l'ont invité. Ils voudraient qu'il assiste à la conférence demain. Pourquoi n'y va-t-il pas?

L'hon. Francis Fox (ministre des Communications): Madame le Président, je suis content que le député sache qu'il ne s'agit pas des ministres des Communications. Par conséquent, il cite tout à fait hors de propos les paroles du président du CRTC. La conférence en question réunit les ministres provinciaux de la culture. J'ai souvent dit que j'aimerais bien participer à des réunions de ce genre. Cependant, nous avons toujours jugé préférable de faire précéder ces conférences de réunions de travail afin de mettre au point un ordre du jour et d'établir à l'avance les domaines où nous voulons accomplir des progrès.

Le ministre chargé de convoquer la réunion savait pertinemment que je n'y assisterais pas en raison des conditions dans lesquelles elle a été organisée. Quoi qu'il en soit, même si le ministre terre-neuvien est allé à l'encontre de la procédure que les ministres de la culture avaient adoptée jusque-là, notamment en ce qui a trait au choix d'une date qui convienne aux deux parties, j'ai néanmoins répondu que j'étais disposé à rencontrer les ministres de la culture dans le courant d'octobre ou de novembre, à l'occasion d'une réunion officielle sur le rapport Applebaum-Hébert. Je voudrais signaler au député, s'il veut bien m'écouter...

Des voix: Règlement!

M. Fox: ... quelques secondes de plus, que je suis persuadé que cette réunion ne portera fruit que si elle continue sur la lancée de la Commission d'enquête Applebaum-Hébert...

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

* * *

LES RESSOURCES NATIONALES**L'IMPOSITION DES SECTEURS FORESTIER ET MINIER**

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comme en l'absence du ministre d'État aux Mines il assistait tout récemment à une réunion des ministres provinciaux des Ressources à Regina, et qu'il représente le gouvernement fédéral à d'autres réunions de ce genre, est-ce qu'il pourrait nous dire quelle sorte de propositions positives il a présentées à cette réunion, étant donné surtout la très grave situation dans laquelle se trouvent l'industrie minière et l'industrie forestière en ce moment? En d'autres termes, est-ce que le ministre a pu présenter à cette réunion des propositions permettant à ces industries de prévoir un régime fiscal différent leur permettra de redevenir compétitives sur les marchés mondiaux?